

## RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

### LA RÉFORME DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE DE JUIN 2003 Simulations des effets micro-économiques et macro-économiques

#### INTRODUCTION

Je suis très heureuse de vous accueillir à cette journée organisée par le département d'Economie et de sociologie rurales de l'INRA. Soyez donc les bienvenus et tout particulièrement ceux et celles qui, sans être des spécialistes des questions économiques, portent un intérêt certain à ces questions et ont le souci d'en savoir plus. Cette journée a été organisée dans ce sens. Je tiens donc à vous remercier chaleureusement d'avoir répondu à notre invitation.

#### 1. Une question d'actualité qui invite à la réflexion et au débat

L'Union européenne a adopté en Juin 2003 une nouvelle réforme de sa politique agricole commune. Elle s'inscrit dans une histoire des soutiens à l'agriculture consentis par la puissance publique, histoire qui, dans les pays développés, a trouvé son origine dans l'infériorité chronique du revenu agricole par rapport à celui des autres secteurs.

Les réformes successives de la PAC ont limité le soutien par les prix en compensant la baisse des prix institutionnels par des aides versées aux exploitations, d'abord par hectare et par tête de bétail. La réforme de 2003 en cours d'application franchit un pas supplémentaire en instituant le découplage des aides mais en laissant aux Etats membres une certaine marge de manœuvre sur le caractère partiel ou total de ce découplage.

Si l'un des objectifs de cette réforme est de mieux se conformer aux règles internationales, elle a également le souci que l'agriculture réponde mieux aux attentes de la société, notamment en matière de qualité des produits et de gestion de l'environnement.

On l'imagine bien, cette nouvelle réforme suscite de nombreuses interrogations. Elles portent tout autant sur sa compatibilité avec les exigences internationales, sur ses impacts, sur l'évolution des marchés nationaux, européens ou mondiaux... que sur ses conséquences pour les exploitations agricoles, pour la dynamique de certaines filières de production, pour les équilibres territoriaux...

Autant de questions qui seront éclairées par les travaux qui vont vous être présentés aujourd'hui et qui permettront d'engager entre chercheurs, acteurs et décideurs impliqués, un débat que je souhaite riche, passionné et constructif !

#### 2. Des contributions significatives de l'INRA à la préparation et au suivi des négociations internationales

L'histoire de la PAC et les étapes qui l'ont marquée sont en fait très liées à celles des négociations internationales. Les réformes entreprises ont souvent eu pour objectif de se préparer à un nouveau cycle. Il convient donc de replacer cette journée dans l'ensemble des contributions de notre Institut à la préparation et au suivi des négociations internationales.

Les acteurs publics affirment ou proposent des orientations de politique économique, sociale ou environnementale dont l'identification, la pertinence, le contenu mobilisent des connaissances fournies par la recherche. Je citerais comme exemples récents la contribution de l'INRA au sommet mondial du développement durable (Johannesburg, 2002), ou la réunion du G8 (Evian, 2003).

De même, le développement des besoins d'expertise publique a multiplié les comités ou agences pour éclairer les pouvoirs publics en charge de décisions dans des circonstances incertaines. Les exemples de participation de chercheurs de l'INRA à de telles instances sont à la fois nombreux et très divers. Ils concernent autant le changement climatique, les domaines végétal et animal, l'alimentation et bien sûr, la sphère économique et sociale.

Toutes ces contributions reposent sur un socle commun. L'INRA, institut de recherche finalisée, est attentif à la pertinence sociale de ses travaux. Il entretient en permanence des relations avec les milieux professionnels, politiques et sociaux qui ne manquent pas de l'interroger sur l'évolution des connaissances ou de lui poser des questions nouvelles. L'internationalisation des recherches et des objets d'étude - l'agriculture, la consommation alimentaire, l'environnement et les territoires ruraux - donne une dimension plus large aux relations entre science et société.

Cet état d'esprit "partenarial" et les relations qui en découlent, demandent à être entretenus, actualisés et évalués. Des relations qui s'organisent selon certaines procédures, telles que l'expertise collective ou l'évaluation des politiques publiques. Des coopérations qui peuvent être formalisées à travers la conception et la gestion conjointe d'appel d'offres, de GIS ou de contrats de recherche. Une diffusion des résultats et des échanges, au travers de réunions plus circonstanciées, telle que celle d'aujourd'hui.

Dans chacun de ces cas, la négociation et la recherche ont des ambitions, des organisations, des rythmes très différents. Pour que les échanges soient fructueux, et le demeurent, il appartient à chacun, décideurs et chercheurs, de veiller au respect de l'autonomie des responsabilités de chacun...

### **3. Des travaux avec et pour le monde agricole**

Au-delà de cette nouvelle réforme de la PAC et de ses conséquences, se profile la question de l'évolution de l'agriculture, de ses performances à moyen terme et des apports de la recherche agronomique pour favoriser cette évolution.

La contribution à la conception et à l'évaluation des politiques publiques est certes indirecte, mais reste essentielle pour l'avenir des exploitations agricoles. Les recherches de l'INRA, aussi bien en biologie qu'en agronomie et zootechnie ou en économie agricole peuvent fournir aux acteurs concernés des éléments d'évaluation, de prospective, et finalement d'aide à la décision.

Bien entendu, ce n'est pas la recherche qui élabore le cadre réglementaire, législatif ou politique dans lequel s'inscrit le développement des exploitations agricoles. Mais l'agriculture a tout à gagner à ce que ce cadre soit négocié à la lumière d'analyses objectives, validées et prenant en compte les multiples composantes de la société.

Inscrire la performance de l'agriculture dans une perspective de développement durable : tel est l'enjeu principal des années à venir. Les travaux, de nature économique, qui vont vous être présentés aujourd'hui, devraient en éclairer certaines facettes. Il va sans dire, qu'au-delà de cette réunion centrée sur la nouvelle PAC, nous aurons à renouveler ces lieux d'échange avec le monde professionnel et les décideurs publics autour de ces questions.

Dans un futur plus ou moins proche, l'INRA sera sans doute évalué à l'aune de sa contribution tant au renouveau des méthodes et des techniques agricoles qu'à l'émergence de systèmes de production variés et localisés, ou qu'à la différenciation de bassins et de filières de production de qualité... Ce sont là autant d'axes de contribution qui invitent les différentes disciplines présentes à l'INRA à se mobiliser conjointement, et à interagir.

Bienvenue donc à tous pour cette journée de travail et d'échanges, et tous mes remerciements au département d'Économie et de sociologie rurales, à ses responsables et à tous ceux et celles qui ont eu la lourde tâche d'organiser cette rencontre.

**Marion Guillou**